

The Telegraph

Grande Bretagne, le 25/11/2011

Le Foreign Office prévient des risques d'émeutes en cas d'effondrement de l'Euro

Les ambassades britanniques préparent un plan d'aide à leurs expatriés en cas d'effondrement de la monnaie unique, alors que l'inquiétude grandit à propos de la situation en Italie et en Espagne.

L'Italie a en effet des difficultés pour emprunter sur les marchés, et l'Espagne envisagerait de faire appel à l'aide internationale. Des ministres britanniques indiquent en privé que l'éclatement de l'Euro, autrefois impensable, est désormais de plus en plus plausible.

Les diplomates se préparent ainsi à aider les Britanniques à l'étranger, en cas d'effondrement bancaire et des risques d'émeutes liées à la crise de la dette.

Le Trésor a confirmé un peu plus tôt ce mois-ci qu'un plan d'urgence en cas d'effondrement est actuellement en préparation.

Un ministre de premier plan ne cache d'ailleurs pas l'inquiétude du gouvernement, affirmant que la Grande-Bretagne est en train d'imaginer des plans en cas d'effondrement de l'Euro, ce qui ne serait maintenant qu'une question de temps.

« Il est dans notre intérêt de temporiser pour avoir plus de temps pour le préparer » a déclaré le ministre au Daily Telegraph.

Les récentes instructions du Foreign Office aux ambassades et aux consulats demandent d'organiser des scénarios d'urgence, voire extrêmes, comme les émeutes et les troubles sociaux.

La Grèce est le théâtre de nombreuses manifestations, alors que son gouvernement se débat avec une dette énorme. Les responsables britanniques pensent que des scènes similaires ne peuvent pas être exclues dans les autres nations, si l'Euro s'effondrait.

Les diplomates ont également dit se préparer à aider des dizaines de milliers de citoyens britanniques dans les pays en zone Euro, en cas d'un effondrement financier qui ne leur laisserait plus accéder à leurs comptes bancaires ou même retirer de l'argent.

Alimentant les craintes des marchés financiers sur l'Euro, un récent rapport sur l'Espagne a suggéré que le nouveau gouvernement du Parti Populaire pourrait être contraint de demander une aide à l'Union Européenne ou au FMI.

Il y a aussi des craintes croissantes sur l'Italie, dont le nouveau gouvernement a été contraint de payer des taux d'intérêt élevés pour les nouvelles obligations émises hier.

Le taux sur les nouveaux prêts sur six mois était de 6,5%, soit près du double du mois dernier. Et les taux sur l'encours sur deux ans était de 7,8 %, bien au-dessus du niveau considéré comme insoutenable.

Le nouveau gouvernement italien sera obligé d'émettre plus de 30 milliards d'Euros d'obligations nouvelles d'ici la fin de Janvier pour refinancer sa dette. Les analystes pensent qu'il n'y a aucune certitude que les investisseurs veuillent acheter l'ensemble de ces obligations, ce qui pourrait forcer l'Italie à faire défaut.

Le gouvernement italien a rappelé, lors des discussions avec la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy, que le Premier ministre Mario Monti était certain qu'un défaut italien "serait inévitablement la fin de l'Euro."

Les traités de l'UE qui ont créé l'Euro et défini ses règles d'adhésion ne contiennent aucune disposition pour ses membres de le quitter, ce qui signifie qu'une rupture serait désordonnée et potentiellement chaotique.

Si les gouvernements zone Euro venaient à faire défaut sur leurs dettes, les banques européennes, qui détiennent beaucoup de leurs obligations, risqueraient l'effondrement.

Certains analystes disent que conséquences d'un tel événement serait le risque d'un effondrement du système financier dans son ensemble, les banques devenant incapables de restituer l'argent aux petits épargnants, et en condamnant les entreprises dépendantes du crédit bancaire.

La Financial Services Authority a publié cette semaine un avertissement public aux banques britanniques pour qu'elles renforcent leurs plans d'urgence en cas d'éclatement de la monnaie unique.

Certains économistes estiment que dans le pire des cas, l'effondrement pur et simple de l'Euro pourrait réduire le PIB de ses Etats membres jusqu'à 50% et provoquer un chômage massif.

Les analystes d'UBS, une banque d'investissement, ont prévenu un peu plus tôt cette année, que les conséquences les plus extrêmes d'un éclatement mettrait en danger le droit de propriété à cause de graves troubles civils.

"Lorsque les conséquences du chômage sont prises en compte, il est pratiquement impossible d'envisager un scénario de rupture sans graves conséquences sociales", a déclaré UBS.